

DECLARATION DES DELEGUES FO AU CSAA DU 17 DECEMBRE 2024

Ce CSA se tient alors que la guerre continue entre l'Ukraine et la Russie, près d'un million de morts sont à déplorer, et que la guerre d'Israël contre Gaza conduit à un génocide méthodique de la population civile sur place. Le dernier rapport d'Amnesty International est précis et documenté de ce point de vue, et le Financial Times indique ces derniers jours que l'effondrement de l'aide à Gaza va entraîner la mort de milliers d'enfants, de faim, de maladie et de froid. Depuis un an notre Fédération avec sa Confédération continue d'exiger du président qu'il agisse réellement pour un cessez le feu, pour cesser les livraisons d'armes à Israël.

Nous constatons aussi que le gouvernement n'a rien fait pour anticiper et prévenir au maximum le cyclone qui a frappé Mayotte, avec plusieurs centaines de morts, peut être 1000 selon le préfet. Nous apportons notre total soutien à la population et aux personnels de de l'Education et de l'ensemble des services publics de l'archipel.

De même qu'il piétine le droit des peuples à vivre en paix, le président Macron continue à piétiner la démocratie et à attaquer tous les droits sociaux.

Le gouvernement Barnier est tombé le 4 décembre dernier, suite à une motion de censure.

Le lendemain, une puissante journée de grève dans la Fonction Publique contre toute la politique antisociale de ce gouvernement contenue dans le budget avait lieu. Le soir même le président Macron s'exprimait à la télévision et ne faisait aucune allusion à cette puissante mobilisation de même qu'à tous les mouvements de grève contre les plans de licenciement partout en France.

Vendredi dernier, après de tortueuses tergiversations, c'est la nomination de M. Bayrou qui est annoncée : le message est clair de la part du Président : « *je reprends les mêmes et j'essaie de continuer jusqu'au bout ma politique* ».

Lors des assemblées générales qui ont pu se tenir avant, et après le 5 décembre, lors des mobilisations qui ont continué après le 5 décembre, comme à Tours le 12 décembre dernier réunissant cheminots, fonctionnaires, salariés en grève contre les licenciements, les mêmes questions : il n'est plus possible d'accepter ces mesures illégitimes et minoritaires.

Censuré et rejeté l'allongement de la carence, et la baisse de la rémunération des arrêts maladie...grâce à l'intervention de la FGF FO, le projet de baisse de l'indemnisation pour les contractuels n'a pas été proposé au CCFP le 11 décembre dernier alors que le gouvernement était tombé. Ce projet doit partir aux oubliettes, il ne faut plus un seul jour de carence.

Censuré et rejeté l'acte 2 du Choc des savoirs, que la Ministre démissionnaire entendait faire passer lors d'un CSMEN qui a été annulé au dernier moment. Il faut retirer ce projet et l'ensemble des mesures du choc des savoirs, qui tous les jours montrent leurs conséquences désastreuses sur les conditions d'enseignement et le statut.

Censurées et rejetées les 3000 suppressions des postes dans l'Education Nationale, comme d'ailleurs les suppressions qui ont précédé, et qui font qu'aujourd'hui la situation du remplacement dans le 1^{er} degré est désastreuse, les parents et les personnels se mobilisent chaque jour comme à l'école Joliot Curie de SPC vendredi. La publication des postes au concours 2025 doit être totalement revue !

Dans le second degré, la situation de pénurie perdure, et il semblerait que plus aucun contractuel enseignant ne soit actuellement recruté, faute de budget. Qu'en est-il ?

Qu'en est il dans ce cadre des annonces faites dans le BO du 4 décembre prévoyant 1 CPE et 15 AED supplémentaires dans l'académie d'Orléans Tours, dotation bien insuffisante, qui contredirait les annonces faites dans le CSAA de l'an dernier de suppression de 30 AED par an ?

Nous demandons l'annulation de toutes les suppressions de postes et les créations de postes nécessaires.

Censuré et rejeté l'acte 2 de l'école inclusive qui voit les structures spécialisées disparaître les unes après les autres, au profit de dispositifs comme les DAR qui détruisent les conditions d'enseignement et de travail des personnels.

Censuré enfin le gel du point d'indice et la suppression de la GIPA : nous demandons l'augmentation des salaires de 10% tout de suite et le rétablissement immédiat de la GIPA avec effet rétroactif pour les collègues concernés !

Certains collègues ont perdu le bénéfice de plusieurs milliers d'euros c'est inacceptable. Comme le disent les personnels qui se sont rassemblés et continuent à le faire dans leurs écoles, collèges, lycées, et aussi en interprofessionnel pour organiser la grève « pour gagner », l'école comme tous les services publics est à un point de bascule : les dysfonctionnements liés aux suppressions de postes continues et aux contre-réformes sont massifs.

Exemple parmi d'autres, nous vous avons écrit hier, ainsi qu'à Monsieur Bonneau, président de la Région au sujet de la « journée du gros pull », mise en place dans les lycées de la Région. Il est demandé aux établissements de baisser la température ce jour là d'un degré.

C'est inacceptable, les autorités jouent sur la culpabilisation des personnels et des élèves, alors que dans de nombreux établissements et écoles, le chauffage ne fonctionne pas correctement tous les jours ! sans parler des familles dans la précarité énergétique ou des enfants qui dorment à la rue, et n'ont que l'école pour avoir chaud.

Nous demandons l'arrêt de ces opérations culpabilisantes et vexatoires et que les travaux permettant aux établissements d'être correctement chauffés tout l'hiver soient faits.

Dans ce contexte, nous considérons que l'ordre du jour de ce CSA s'inscrit à tous points de vue dans cette politique gouvernementale censurée, et massivement rejetée par les collègues : des mutations, un avancement qui n'existent plus en raison de PPCR, des enseignements de langue ou des options chaque année plus maltraitées ou une voie professionnelle en voie de destruction par une énième réforme du gouvernement.

Nous voterons contre l'ensemble des textes soumis au vote.

Les collègues ont montré lors des grèves ce mois de décembre l'ampleur de leur détermination face à ce gouvernement qui ne veut rien lâcher.

Notre Fédération est du côté de tous ceux qui se battent pour obtenir satisfaction sur toutes les revendications, pour la grève « pour gagner », quel que soit le gouvernement.

Nous déposons les 3 avis suivants à cette instance :

Avis n° 1:

Le CSAA, constatant l'absence totale de médecine du travail dans notre académie, dénonce le démantèlement de cette dernière orchestré par les politiques successives du gouvernement Macron et ses prédécesseurs, qui en appliquant le numerus clausus ont tari le nombre de médecins.

Le CSAA demande que des mesures d'urgence, en particulier sur la rémunération du médecin, soient prises pour qu'il y ait un retour immédiat de la médecine de travail pour tous les personnels de l'académie.

Avis n°2:

Le CSAA se prononce pour l'abandon total du projet de 3 jours de carence et de diminution du traitement lors des arrêts maladie ordinaire pour tous les personnels de la Fonction Publique, titulaires comme précaires, et la fin du jour de carence.

Avis n°3: Le CSAA se prononce pour l'abrogation du Choc des savoirs et l'abandon de l'acte 2 du « Choc des savoirs », rejetés par l'ensemble des personnels, de leurs organisations syndicales et des parents d'élèves.